

## CHINE

## Attentat des Ouïgours?

En Chine, des kamikazes ouïgours sont soupçonnés d'avoir causé, lundi, la mort de cinq personnes dans un attentat sur la place Tiananmen, à Pékin.

PAGE 17



**ESPIONNAGE** La NSA utiliserait une station d'écoute dans la mission américaine auprès de l'ONU à Genève. Les politiciens suisses veulent que Berne réagisse.

## Grandes oreilles et mémoire courte

SERGE GUMY

Est-ce la crainte des écoutes américaines? Berne se tait. Ni le ministre de la Défense Ueli Maurer, ni le Service de renseignement de la Confédération n'ont réagi, hier, aux nouvelles informations du «Spiegel».

Selon l'hebdomadaire allemand, les services de renseignement américains exploitent à Genève, comme dans 80 autres villes à travers le monde, une station d'écoutes installée sur le toit de la représentation des Etats-Unis auprès des organisations internationales. Son but: intercepter conversations téléphoniques et courriers électroniques transitant par le réseau sans fil.

Genève, nid d'espions? Ces informations, relayées en Suisse par le «Tages Anzeiger», ont soulevé la colère de parlementaires fédéraux. Surfant sur la vague d'indignation, certains élus réclament du Conseil fédéral qu'il convoque sans délai l'ambassadeur des Etats-Unis. D'autres appellent à des mesures de rétorsion. Le sénateur UDC Hannes Germann suggère ainsi de suspendre l'application de l'accord fiscal Fatca, qui prévoit que les banques suisses livrent, dès la mi-juillet 2014, les données concernant leurs clients américains.

## Snowden avait tout dit

«Ces manigances représentent une menace pour notre indépendance, notre souveraineté et notre économie», dénonce, de son côté, la conseillère nationale socialiste Susanne Leutenegger Oberholzer (BL). «Notre collabo-



A Genève, les services de renseignement américains exploiteraient une station d'écoutes installée sur le toit de la représentation des Etats-Unis auprès des organisations internationales, afin d'intercepter conversations téléphoniques et courriers électroniques transitant par le réseau sans fil. KEYSTONE

ration avec la NSA doit dès lors être suspendue, jusqu'à ce que toute la lumière soit faite sur ses activités en Suisse. Si des infractions devaient être constatées, il faudrait interdire à la NSA de mener toute activité en Suisse.»

La Coupole bouillonne. Mais elle a la mémoire courte. Le «Spiegel» ne fait en effet que préciser les révélations faites en

juin par Edward Snowden, l'employé repentini de la NSA et de la CIA. C'est à Genève, où il a œuvré entre 2007 et 2009, que l'Américain dit avoir contracté le dégoût du programme de surveillance développé par son pays. Révolté, il a livré une partie de ses secrets à la presse avant de se réfugier en Russie, qui lui a accordé provisoirement l'asile pour une année.

A la suite du grand déballage provoqué par Edward Snowden, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) avait demandé, en juin, des informations à l'ambassade américaine à Berne. «Elle a assuré que le gouvernement des Etats-Unis respectait les lois et la souveraineté de la Suisse», résumait les services de Didier Burkhalter. Qui précisait qu'au-

cune nouvelle démarche diplomatique n'est prévue après la publication de l'enquête du «Spiegel».

Il faut dire que la Suisse a de bons raisons de ne pas protester trop fort. Le SRC sait pertinemment que les agents américains sont actifs sur sol helvétique. Place financière de premier plan, important marché des matières premières, siège d'organisations

internationales, la Suisse a de quoi attiser la curiosité. Mais en ne dérangeant pas trop les taupes américaines, le brave bouvier bernois peut espérer recevoir en retour de précieux renseignements.

«Ces manigances représentent une menace pour notre indépendance.»



SUSANNE LEUTENEGGER OBERHOLZER  
CONSEILLÈRE NATIONALE SOCIALISTE (BL)

Au juste, comment se protéger de la surveillance de l'oncle Sam? Le président de la Confédération Ueli Maurer annonçait, dimanche, dans «Schweiz am Sonntag», le prochain achat, pour les conseillers fédéraux, de téléphones cryptés... qui sont obligatoires de longue date pour les ministres français.

Pour sa part, la Centrale fédérale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information, dans un rapport publié hier, appelle la Suisse à travailler à des règles de protection de la sphère privée au sein des organisations internationales. ● La Liberté

## L'AVIS DE



SOLANGE GHERNAOUI  
DIRECTRICE DU GROUPE DE RECHERCHE ET DE CONSEIL EN CYBERSECURITE ET DES SCIENCES DE LA COMPLEXITE A L'UNIVERSITE DE LAUSANNE

### «La question qui se pose est celle de la souveraineté numérique»

**Cette affaire montre qu'il est possible de tout écouter, de tout stocker, mais aussi de tout traiter?**

Finalement, on manque d'informations sur cette affaire. La NSA ne dit pas tout. Elle dispose de grandes capacités de stockage et de traitement des données grâce à des algorithmes de data mining qui permettent des recherches multicritères pour de la lutte antiterroriste, de la veille technologique ou de l'intelligence économique.

#### Comment analysez-vous la position américaine?

L'information, c'est le pouvoir. Sans même penser au renseignement pur et simple, on peut se demander si les Etats-Unis ne sont pas en train de réaliser une démonstration de force, un acte de guerre psychologique qui couronne un positionnement et une stratégie d'influence. Celle qui consiste à dire au reste du monde «on a conquis le cyberspace, on a vos données». Quand Apple ou Microsoft remet à jour votre appareil, c'est lui qui le contrôle.

#### Les souverainetés traditionnelles sont-elles mises à mal?

La question qui se pose est clairement celle de la souveraineté numérique. On ne maîtrise ni les outils ni les contenus et on ignore comment sont exploitées les données. On utilise des techniques, des logiciels, des matériels, des services web et des réseaux sociaux qui relèvent de maîtrise et de savoir-faire américains. Tout le monde a été piégé, leuré par des solutions technologiques et informatiques vendues comme conviviales mais avec des «back doors» y compris pour des solutions de sécurité.

#### Existe-t-il des alternatives à cette dépendance au «made in USA»?

Il n'existe pas de parade viable. Néanmoins, il serait bon de se réapproprié sinon toute la chaîne numérique, du moins une partie car la sécurité, c'est aussi de segmenter. Il ne faut pas donner toutes les clés à une même personne.

Aujourd'hui, je reste méfiante vis-à-vis des solutions «cloud» américaines d'Apple, Amazon, Google et même vis-à-vis des logiciels et de navigateurs dits libres car on ne sait pas qui se cache derrière. Certains sont d'ailleurs largement financés par Google.

#### Les cas Manning ou de Snowden peuvent-ils faire exemple?

Dans la sécurité, l'humain est à la fois le maillon fort et le maillon faible. Avant Bradley Manning ou Edward Snowden, on savait mais on ne voulait pas savoir. Désormais on mesure la puissance de ce qui peut être fait au nom du Patriot Act et on se rend compte que l'on a sous-estimé les facilités à opérer avec les technologies de l'information. Si le scandale prend une telle ampleur, c'est parce qu'il s'accompagne d'une perte de naïveté. Il n'y a pas d'ami, mais que des intérêts.

#### Quelques cyberattaques ont révélé la puissance de la Chine. Peut-elle faire pièce aux Etats-Unis?

Les Chinois ont développé leurs propres infrastructures et disposent par exemple avec le groupe Huawei d'un acteur majeur. Cette firme est d'ailleurs frappée dans son activité américaine par des lois protectionnistes. Sur ce terrain-là, la guerre froide s'est déplacée entre la Chine et les Etats-Unis.

● PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE VILLARD

### DES ACCUSATIONS «COMPLÈTEMENT FAUSSES»

Les révélations des quotidiens français «Le Monde», espagnol «El Mundo» et italien «L'Espresso» sur l'interception de communications des citoyens européens par la NSA sont «complètement fausses», a déclaré, hier, le patron de l'agence de renseignement américaine, le général Keith Alexander, lors d'une audition devant la commission du renseignement de la chambre des Représentants. «Pour être parfaitement clair, nous n'avons pas recueilli ces informations sur les citoyens européens», a-t-il affirmé, précisant qu'il s'agissait de «données fournies à la NSA».

«Des responsables américains affirment que les documents fournis par Snowden ont été mal interprétés et évoquent en fait des interceptions téléphoniques réalisées par les services de renseignement français et espagnol et ensuite partagés avec la NSA», pouvait-on lire, hier, dans le «Wall Street Journal».

#### Restriction demandée

Barack Obama, le président des Etats-Unis, a récemment demandé à la NSA de restreindre ses programmes de surveillance au siège des Nations unies, à New York. Cette demande est la dernière réponse en date de Washington aux polémiques liées à la révélation de l'ampleur des programmes de renseignements de la NSA, en particulier auprès d'alliés des Etats-Unis. La Maison-Blanche a déclaré lundi que les agences américaines de renseignements avaient peut-être besoin de «contraintes supplémentaires», et Dianne Feinstein, présidente de la commission sénatoriale sur le sujet, s'est dite «totallement opposée» à la collecte d'informations sur les alliés des Etats-Unis.

● ATS-AFP-REUTERS

